**Ordonnance
quant à des modifications dans le domaine de l'impôt
anticipé, des droits de timbre et de l'imputation forfaitaire
d'impôt**

audition projet AFC 23.5.08

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'ordonnance du 3 décembre 1973 sur les droits de timbre¹ est modifiée comme suit:

Art. 7, al. 2

² Le 1^{er} alinéa est applicable à la radiation d'une autre entité juridique au sens de l'article 2 lettre a de l'ordonnance du 17 octobre 2007 sur le registre du commerce², si l'Administration fédérale des contributions a informé le bureau cantonal du registre du commerce que l'entité juridique est devenue contribuable en vertu de la loi fédérale sur les droits de timbre.

Titre précédant l'art. 9

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 9, al. 1 première demi-phrase et al. 4

¹ *Ne concerne que le texte allemand.*

⁴ Toute société anonyme, société en commandite par actions ou société à responsabilité limitée suisse est tenue de remettre spontanément à l'Administration fédérale des contributions, dans les trente jours qui suivent l'approbation du compte annuel, le rapport de gestion ou une copie signée du compte annuel (bilan, compte de pertes et profits et annexe), pour autant que la somme du bilan dépasse cinq millions de francs. Dans tous les autres cas, l'Administration fédérale des contributions invite la société à déposer les documents.

Art. 12, al. 2 - 4

² Toute société coopérative suisse est tenue de remettre spontanément à l'Administration fédérale des contributions, dans les trente jours qui suivent l'approbation du compte annuel, le rapport de gestion ou une copie signée du

¹ RS 641.101

² RS 221.411

compte annuel (bilan, compte de pertes et profits et annexe), pour autant que la somme du bilan dépasse cinq millions de francs. Dans tous les autres cas, l'Administration fédérale des contributions invite la société coopérative à déposer les documents.

³⁻⁴ *Abrogés*

Art. 16, al. 1 première phrase

¹ La demande d'exonération selon l'article 6, 1^{er} alinéa, lettres a, c, d, f, g et j, de la loi doit être adressée à l'Administration fédérale des contributions. ...

Art. 28, al. 1 troisième phrase (nouvelle)

... Lorsque la facture de prime d'assurance inclut des créances résultant de dispositions légales d'un canton ou de la Confédération qui ne peuvent pas être qualifiées de paiement de prime d'assurance, elles doivent être indiquées et nommées de façon univoque et séparée; autrement le droit de timbre est dû sur le montant total.

II

L'ordonnance d'exécution du 19 décembre 1966 de la loi fédérale sur l'impôt anticipé³ est modifiée comme suit:

Dans toute l'ordonnance, l'expression „fonds de placement“ est remplacée par „placement collectif de capitaux“ et l'expression "déclaration bancaire" est remplacée par "déclaration de domicile".

Art. 9, al. 1 troisième partie de la phrase

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 11, al. 2

² Le 1^{er} alinéa est applicable à la radiation d'une autre entité juridique au sens de l'article 2 lettre a de l'ordonnance du 17 octobre 2007 sur le registre du commerce⁴, si l'Administration fédérale des contributions a informé le bureau cantonal du registre du commerce que l'entité juridique est devenue contribuable sur la base de la loi.

Titre précédant l'art. 20

Ne concerne que les textes allemand et italien

Art. 20, al. 1 deuxième demi-phrase

Ne concerne que les textes allemand et italien

³ RS 642.211

⁴ RS 221.411

Art. 21, al. 1^{bis} (nouveau)

^{1bis} Le devoir de remettre la documentation selon l'al. 1 vaut uniquement lorsque:

- a. la somme du bilan d'une société dépasse cinq millions de francs; ou
- b. une prestation imposable découle de la décision d'affectation du bénéfice; ou
- c. au courant de l'exercice comptable une prestation imposable était échue; ou
- d. la société est taxée sur la base de l'art. 69 LIFD⁵ ou de l'art. 28 LHID⁶; ou
- e. la société a été au bénéfice d'une convention de double imposition conclue entre la Suisse et un autre Etat.

Dans tous les autres cas, l'Administration fédérale des contributions invite la société à déposer les documents.

Art. 23, al. 2 - 5

² Les articles 21 et 22 sont applicables par analogie pour le relevé de l'impôt, le dépôt des comptes annuels et la dissolution.

³⁻⁵ *Abrogés*

Art. 26a, al. 1 et 3

¹ La société de capitaux, la société coopérative, le placement collectif de capitaux ou la collectivité publique qui détient directement au moins 20 % du capital d'une société de capital ou d'une coopérative peut, au moyen d'un formulaire officiel, ordonner à cette société de lui verser ses dividendes sans déduire l'impôt anticipé.

³ La procédure de déclaration est admissible seulement s'il est établi que la société de capitaux, la société coopérative, le placement collectif de capitaux ou la collectivité publique à qui l'impôt anticipé devrait être transféré aurait droit au remboursement de cet impôt d'après la loi ou l'ordonnance.

Art. 28

¹ Est un rendement imposable de parts à un placement collectif de capitaux toute prestation appréciable en argent, fondée sur la part, qui est faite au porteur de la part et n'est pas versée au moyen d'un coupon servant exclusivement à la distribution de bénéfices en capital, au remboursement de versements en capital ou à la distribution de rendements de ses immeubles détenus en propriété directe (art. 5, al. 1, let. b de la loi).

⁵ RS 642.11

⁶ RS 642.14

² En cas de rachat de parts, l'impôt n'est perçu que si le rachat est effectué en raison de la dissolution ou de la liquidation du placement collectif.

³ Si des parts sont émises sans coupons, que la prestation soit effectuée contre remise de la part, ou qu'il n'existe pas de titre, les bénéfices en capital, les versements en capital et les rendements de ses immeubles détenus en propriété directe distribués sont exonérés de l'impôt, s'ils sont indiqués séparément dans le relevé destiné au porteur de la part.

Art. 30, titre marginal et al. 1

¹ *Abrogé*

Art. 31, al. 1, 2 dernière phrase et 3

¹ La personne domiciliée en Suisse qui est contribuable selon l'article 10, 2^e alinéa, de la loi est tenue, avant que l'émission de parts ne soit commencée, de s'annoncer spontanément à l'Administration fédérale des contributions.

² ... Avec l'annonce, les documents suivants sont à remettre:

- a. le contrat de placement collectif des fonds de placement contractuels;
- b. les statuts et le règlement de placement des sociétés d'investissement à capital variable (SICAV);
- c. le contrat de société des sociétés en commandite de placements collectifs (SCPC);
- d. les statuts et le règlement de placement des sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF).

³ Les modifications qui surviennent après le début de l'activité, concernant des faits à déclarer et les pièces à envoyer conformément au 2^e alinéa, en particulier l'ouverture de domiciles de paiement et les modifications apportées aux documents, doivent être déclarées spontanément à l'Administration fédérale des contributions.

Art. 32, al. 2 et 4

² Dans les six mois après la fin de l'exercice, le contribuable est tenu de remettre spontanément à l'Administration fédérale des contributions le rapport annuel et les comptes annuels établis selon la LPCC⁷ du placement collectif de capitaux.

⁴ Si, dans les six mois à la fin de l'exercice, le rapport annuel et le compte annuel n'ont pas encore été établis, le contribuable est tenu d'indiquer à l'Administration fédérale des contributions, avant l'expiration du septième mois, les motifs du retard et la date présumée de l'établissement du rapport annuel et du compte annuel.

⁷ RS 951.31

Art. 34, al. 2 dernière demi-phrase

² ...; elle peut être limitée aux déclarations de certains instituts.

Art. 36, al. 1, 2 première demi-phrase, 4, 5 et 6 (nouveau)

¹ Une déclaration de domicile ne peut être établie que par les instituts suivants:

- a. Banques au sens de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne⁸;
- b. Directions de fonds suisses au sens de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux⁹;
- c. Le gestionnaire de fortune suisse de placements collectifs selon la loi fédérale sur le placements collectifs de capitaux¹⁰;
- d. Les services de dépôts suisses soumis à une surveillance officielle;
- e. Les commerçants de titres selon l'art. 3, al. 5 de l'ordonnance sur les bourses¹¹ agissant pour le compte de clients.

² L'institut doit confirmer par écrit dans la déclaration: ...

⁴ Un institut qui n'a pas les parts en dépôt à l'échéance du rendement imposable ne peut délivrer une déclaration que sur la base d'une déclaration correspondante établie par un autre institut suisse (1^{er} al.).

⁵ L'Administration fédérale des contributions peut admettre aussi les déclarations de domicile d'un institut étranger soumis à une surveillance officielle.

⁶ Les déclarations de domicile sous forme électronique ne sont admises que si l'Administration fédérale des contributions a donné son approbation.

Art. 37, al. 1 et 2 première phrase

¹ L'institut qui délivre une déclaration doit soumettre, à la demande de l'Administration fédérale des contributions, les pièces justificatives nécessaires au contrôle, y compris les pièces qu'elle doit, au besoin, se procurer auprès de la banque étrangère (art. 36, 5^e al.).

² Si l'institut se refuse à présenter les pièces justificatives, si elle produit des pièces insuffisantes ou si elle a donné une déclaration inexacte, l'impôt doit être acquitté; au surplus, l'Administration fédérale des contributions peut interdire à l'institut de délivrer des déclarations et informer les autres instituts, de même que le contribuable, qu'à l'avenir les déclarations de cet institut seront sans effet. ...

⁸ RS 952.00

⁹ RS 951.31

¹⁰ RS 951.31

¹¹ RS 954.11

V. Déclaration
remplaçant le
paiement de
l'impôt

Art. 38a (nouveau)

¹ Le placement collectif de capitaux peut être autorisé, sur demande, à exécuter son obligation fiscale par une déclaration de la prestation imposable, pour autant que ses investisseurs soient exclusivement des institutions de prévoyance professionnelle exonérées ou des assurances sociales et caisses de compensations, ainsi que des assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération ou des assureurs suisses sur la vie de droit public.

² La procédure de déclaration est admissible seulement s'il est établi que les bénéficiaires de la prestation à qui l'impôt anticipé devrait être transféré auraient droit au remboursement de cet impôt d'après la loi ou l'ordonnance. Les articles 25 et 26, alinéas 1, 2 et 4 sont applicables par analogie à la procédure.

Dispositions finales de la modification du

Les dispositions nouvelles ou modifiées s'appliquent aux prestations imposables échues après le 31 décembre 2008.

III

L'ordonnance relative à l'imputation forfaitaire d'impôt¹² du 22 août 1967 est modifiée comme suit:

Art. 5, al. 4 (nouveau)

⁴ Les dividendes et les revenus qui leur sont assimilés qui, en raison de l'atténuation de la double imposition économique ne sont imposés que partiellement ou qui bénéficient d'un taux d'imposition réduit pour les impôts sur le revenu perçus par la Confédération, les cantons et les communes (art. 18b et art. 20 al. 1^{bis} LIFD et les dispositions semblables du droit fiscal cantonal) ne sont pas considérés pour l'application de la présente ordonnance comme des revenus imposés, pour la partie non incluse dans le calcul du revenu imposable ou dans la mesure de la réduction du taux d'imposition accordé. Si l'atténuation de la double imposition, lors de la détermination de l'impôt sur le revenu de la Confédération, des cantons et des communes, n'est pas effectuée selon la même méthode ou dans la même mesure, pour ces revenus le montant maximum doit être calculé séparément pour les impôts de la Confédération d'une part, et les impôts cantonaux et communaux d'autre part. Les art. 12 et 20 sont applicables par analogie.

Dispositions finales de la modification du

La présente modification s'applique aux revenus échus après le 31 décembre 2008.

IV

¹² RS 672.201

¹ Sous réserve de l'alinéa 2, la présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

² Les modifications suivantes du chiffre II entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2008: Le remplacement des expressions, art. 28, art. 30, titre marginal et al. 1^{er}, art. 31, al. 1^{er}, 2, dernière phrase et 3, art. 32, al. 2, 3 et 4 première demi-phrase, art. 34, al. 2, dernière demi-phrase, art. 36, al. 1^{er}, 2, première demi-phrase, 4 et 5, art. 37, al. 1^{er} et 2, première phrase.

00. XXX 2008

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, PC

La chancelière de la Confédération, CC